

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE ROBERVAL

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile - Recours collectif)

NO: 155-06-00001-122
CODE: BA 0179

JEAN-FRANÇOIS SIMARD,

Requérante

-vs-

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-
BLEUETS,

Intimée

**REQUÊTE POUR AUTORISATION D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF
ET POUR ÊTRE REPRÉSENTANT
(Articles 1002 et ss. C.p.c.)**

**À L'UN DES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT POUR ET DANS LE
DISTRICT DE ROBERVAL, LA REQUÉRANTE EXPOSE CE QUI SUIT :**

1. Les membres du groupe sont :

Toutes les personnes qui ont payé, pour leurs enfants inscrits à l'une des écoles relevant de la Commission scolaire De la Jonquière, des frais pour l'achat de manuels scolaires ou du matériel didactiques obligatoires requis pour l'enseignement des programmes d'études de l'éducation primaire et secondaire et ce, depuis l'année scolaire 2008-2009 jusqu'à la date du jugement et non visés par l'exception prévue à l'article 7 de la Loi sur l'instruction publique L.R.Q., chapitre I-13.3, ci-après désigné le groupe.

2. La requérante reproche à la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets plusieurs fautes, soit :
- a. D'autoriser et/ou de permettre à ses écoles de facturer les parents et/ou de leur faire acquérir des manuels scolaires obligatoires ainsi que du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études qui, en vertu de *la Loi sur l'instruction publique*, doivent être fournis gratuitement;
 - b. Malgré le fait que cette facturation soit illégale la Commission scolaire permet à ses écoles de le faire et omet de les obliger à se conformer à ladite Loi;
 - c. En vertu de *la Loi sur l'instruction publique*, tous les enfants du niveau primaire et secondaire ont droit à la gratuité des services éducatifs;
 - d. Ils ont le droit à la gratuité des manuels scolaires et du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études jusqu'au dernier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire où ils atteignent l'âge de 18 ans ou de 20 ans dans le cas d'une personne handicapée au sens de la loi;
 - e. Les écoles et la Commission scolaire contreviennent à cette loi;

LA RÉCLAMATION

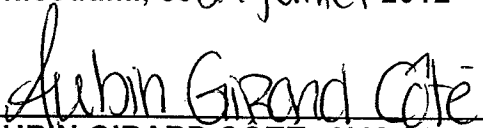
CONDAMNER l'intimée à rembourser à chacun des membres du groupe les frais payés pour des manuels scolaires obligatoires ainsi que du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études;

CONDAMNER l'intimée à payer l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec à compter de la date de signification de la présente requête;

CONDAMNER l'intimée à payer à chacun des membres du groupe un montant de CENT dollars (100.00\$) à titre de dommages exemplaires;

ET aux entiers dépens.

Chicoutimi, ce 29 juillet 2012


 AUBIN GIRARD CÔTÉ, AVOCATS
 Me Manon Lechasseur
 Me Yves Laperrière
 Procureurs de la requérante
 N/D : 9660-ORL110

COPIE CONFORME

 AUBIN GIRARD CÔTÉ

AFFIDAVIT

Je, soussigné, Jean-François Simard, domicilié et résidant au J. . .
affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis la requérante dans la présente affaire ;
2. Tous les faits allégués dans la présente requête sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :


JEAN-FRANÇOIS SIMARD

Affirmé solennellement devant moi
Chicoutimi, ce 29 juillet 2012 2012

François Bargeois - 3010368
Commissaire à l'assermentation
pour le Québec


AVIS DE PRÉSENTATION

À: Commission scolaire du Pays-des-bleuets
828, boul. Saint-Joseph
Roberval (Québec) G8H 2L5

PRENEZ AVIS que la présente requête sera présentée le **4 septembre 2012 à 9 h 30** devant l'un des Honorables Juges de la Cour Supérieure, Chambre civile, siégeant au Palais de Justice de Roberval, sis au 750, boul. Saint-Joseph, ou aussitôt que Conseil pourra être entendu et veuillez vous gouverner en conséquence;

VEUILLEZ VOUS GOUVERNER EN CONSÉQUENCE;

Chicoutimi, le 30 juillet 2012



AUBIN GIRARD CÔTÉ, AVOCATS

Me Manon Lechasseur

Me Yves Laperrière

Procureurs de la requérante

N/D : 9660-ORL110

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE ROBERVAL
COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile)

NO:

JEAN-FRANÇOIS SIMARD

Requérant

-vs-

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-
DES-BLEUETS

Intimée

REQUÊTE POUR AUTORISATION
D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF
ET POUR ÊTRE REPRÉSENTANT
(articles 1002 et ss. C.p.c.)

Me Manon Lechasseur
Me Yves Laperrière
Code Bureau: BA-0179

N/D: 9660-ORL110

AUBIN GIRARD CÔTÉ, AVOCATS
Regroupement d'avocats autonomes
1700, Boulevard Talbot - Suite 310
Chicoutimi (Québec) G7H 7Y1
Téléphone: (418) 543-0786
Télécopieur: (418) 543-9932